

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES SALARIÉS IPG FRANCE
le jeudi 20 mars 2025 à 13h30 dans le local syndical
(RDC, face à l'IT)



RACHAT D'IPG PAR OMNICO
CASSE DU SIÈCLE POUR LES UNS,
CASSE SOCIALE POUR LES AUTRES.

Chères et chers collègues,
l'annonce du rachat d'IPG, notre maison mère, par Omnicom pose de nombreuses questions sur l'avenir de nos entreprises et de nos emplois.

Voici les principales informations dont nous disposons.

Les grandes lignes du rachat

- Omnicom rachète IPG via **un échange d'actions.**
- **La nouvelle structure de direction sera présidée par John Wren (Omnicom),** avec Philippe Krakowsky (IPG) comme président.

Mais les architectes de cette fusion chez IPG pourraient quitter rapidement leurs fonctions avec **des parachutes dorés** (source AdAge) :

- Philippe Krakowsky : **49M\$**
- Ellen Johnson (VP et CFO) : **15,7M\$**
- Andrew Bonzani : **11,8M\$**
- Christopher Carroll : **6,2M\$**

Un objectif clair : satisfaire les actionnaires

John Wren l'a déclaré : « L'objectif est de créer un holding plus efficace en réduisant les coûts et en augmentant la valeur actionnariale ». Cela signifie **750M\$ d'économies annuelles**, réparties comme suit :

- **200M\$** en rémunérations
- **110M\$** en frais généraux
- **150M\$** en consolidation des achats
- **70M\$** en IT et services partagés
- **65M\$** en immobilier
- **25M\$** en coûts administratifs

Un impact social massif : 33.300 licenciements prévus

Les deux groupes comptent **133.300 salariés** dans le monde. L'objectif est de descendre à **100.000.**

Quels seront les critères de sélection ?

- 1. Sélection des « meilleurs talents », un critère illégal en France au regard du droit du travail.**

- 2. Externalisation de services et suppression des fonctions supports (IT, RH, Finance...).**

Quel avenir pour la France ?

L'Europe représente 13% du chiffre d'affaires du futur groupe. La France, avec un chiffre d'affaires estimé à 60M\$, pourrait ne pas être une priorité.

IPG & OMC France semblent déjà se préparer à la fusion

- Dans l'UES Média : un RCC a supprimé 10% des effectifs en 2024.
- Dans l'UES Santé : un projet de déménagement
- Dans l'UES Publicité : MRM a été fermée, et un PSE minimal imposé aux 23 salariés licenciés. Dans plusieurs pôles, un audit des tâches des salariés sont en cours.
- Dans la holding IPG : des salariés ont été approchés par leur managers pour négocier leur départ.
- Chez TBWA : 15 licenciements de créatifs

Un manque de transparence inquiétant

Le CSE McCann n'a reçu aucune réponse à ses questions. La direction locale attend des « éléments de langage » d'IPG New York.

Que propose l'intersyndicale ? (Infocom-CGT + l'UNSA + la CFDT Bétor Pub)

Nous refusons d'attendre passivement.

Les syndicats ont demandé début mars l'ouverture de négociations avec le représentant d'IPG en France, Fernando Berges Rojo, afin de créer un comité de groupe en France. **Objectif** : obtenir des informations fiables et défendre les salariés de toutes les entreprises.

Nous exigeons des réponses claires sur ces actions. Rejoignez-nous en Assemblée Générale **le jeudi 20 mars 2025 à 13h30 dans le local syndical (RDC, face à l'IT) pour partager davantage d'infos et en discuter !**

